

Communiqué de la société civile Rohy

La lutte contre la corruption et le fonctionnement des institutions de la République toujours en danger !

Tribune - 08/04/17

La société civile, ayant pour mandat et obligation de représenter et de défendre les intérêts des citoyens, tient à réitérer et à affirmer son soutien aux organes de lutte contre la corruption et de contrôle dans leur mission malgré un contexte menaçant.

Dans cette affaire Claudine Razaimamonjy, la société civile demeure fidèle à son positionnement émis le 15 Décembre 2016.

Il est inadmissible que ceux qui font leur travail pour amener les affaires à la vérité et à la justice soient menacés. Les organes de régulation, de contrôle, et de lutte contre la corruption comme le BIANCO et le SAMIFIN sont indépendants. L'immixtion de l'Exécutif ou de toutes autres entités et/ou personnalités/élus quel que soit leur rang n'est donc pas tolérable et ne fait qu'accentuer la non confiance des citoyens envers le pouvoir et démontrer la volonté de ce dernier à entretenir l'impunité dans le pays.

Nous rappelons encore une fois que, selon l'article 6 de la Constitution, « la loi est l'expression de la volonté générale. Elle est la même pour tous, qu'elle protège, qu'elle oblige ou qu'elle punisse ». Aucun citoyen ne doit pouvoir s'affranchir de ces règles, pas même ceux qui gravitent dans les hautes sphères de pouvoir.

Nous exigeons une meilleure protection pour les acteurs de la lutte contre la corruption, membres de la société civile ainsi que pour les journalistes et citoyens lanceurs d'alerte afin que ces derniers ne soient plus victimes de menaces ou d'intimidations. Les éventuelles décisions administratives arbitraires, illégales et illégitimes prises à l'encontre de ces responsables d'organes de régulation, de contrôle, et de lutte contre la corruption dans le but d'entraver la réalisation de leur mission sont ainsi considérées comme une volonté manifeste de fragiliser le fonctionnement des Institutions de la république et de déstabiliser le pouvoir lui-même.

La société civile sensibilise ainsi la population à ne pas se laisser convaincre par les provocations initiées par quelques individus malintentionnés se cachant sous leur soit disant affiliation politique et/ou des prétextes ethniques et à ne verser dans des actes insensés qui pourraient fournir à des fauteurs de troubles l'opportunité de profiter de la situation.

Laissons la Justice faire son travail en toute indépendance, c'est-à-dire hors de toute pression politique, économique et celle en interne de l'argent, dans le respect total de sa déontologie. Que les différentes entités et personnes responsables en son sein soient à la hauteur des attentes des citoyens malagasy qui ne cesseront d'observer et de tirer, à chaque fois qu'il sera nécessaire, la sonnette d'alarme. Nous restons vigilants et mobilisés et précisons que c'est le manque de prise de responsabilités, notamment du système judiciaire et des forces de l'ordre, qui a souvent entraîné et continue d'entretenir les menaces de vindictes populaires et non pas le contraire comme d'autres le prétendent.

Antananarivo, ce 07 Avril 2017

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/La-lutte-contre-la-corruption-et.22958.html>